

10.01.2017 - 14:25 Uhr

## **Comité inter-parti contre le FORTA / Votation du 12 février - NON au FORTA / Le FORTA est une razzia sur la caisse fédérale et sur l'environnement en Suisse**

*Berne (ots) -*

Le FORTA nous est présenté comme un projet de loi inoffensif pour l'entretien des routes et le soutien du trafic d'agglomération. La réalité est bien différente: il s'agit là d'un pillage irresponsable de la caisse fédérale. Avec les 4,5 milliards de francs qui reviendraient chaque année à la caisse routière de la Confédération, la Suisse serait défigurée par des programmes routiers de luxe.

L'initiative « vache à lait » l'a clairement montré: 71% du peuple suisse refuse de favoriser les moyens de transport individuels. La droite bourgeoise n'a rien appris de cette défaite et a surchargé le Fonds pour les routes nationales et le trafic d'agglomération (FORTA) au cours du débat parlementaire.

Evi Allemann, conseillère nationale, souligne ne rien avoir « contre un fonds routier digne de ce nom et qui serait là pour maintenir les routes à un niveau de qualité suisse. Nous le faisons déjà, et le fonds routier dispose des moyens nécessaires. » Mais ce FORTA constituerait un pillage de la caisse fédérale. « Une telle razzia sur la caisse fédérale coûterait aux contribuables six fois plus que le fonds ferroviaire FAIF », poursuit Mme Allemann.

En outre, le FORTA menace la Suisse d'une offensive routière comme celle qui, dans les années 1960, a transformé nos paysages en déserts de béton et de goudron, sans même résoudre les problèmes de circulation. Investir aujourd'hui dans encore plus de béton reviendrait à totalement rater la cible: notre pays aurait, dans 20 ans, une infrastructure de transport tout à fait inadaptée. Parce que notre territoire est trop petit pour des autoroutes à six ou huit pistes. Lisa Mazzone, conseillère nationale des Verts, pense que « Pour moi, la mobilité de l'avenir mérite une vision plus intelligente qu'un bétonnage intensif pour construire de nouvelles autoroutes. La Suisse doit maintenant investir dans une mobilité moderne, numérique. Il faut pour cela mettre numériquement les voitures en réseau, afin de gérer le trafic intelligemment et de mieux utiliser l'infrastructure. » Edith Graf-Litscher, conseillère nationale socialiste, souligne les possibilités de combiner les différents moyens de déplacement. « Nous devons investir dans tous les modes de transport et les relier numériquement les uns aux autres, ce qui nous permettra de bien mieux contrôler le trafic. Il serait aberrant de démanteler les transports publics dans les régions rurales - et c'est justement ce qui risque d'arriver avec le FORTA. »

Bien que l'utilisation de l'argent ne serait décidée que dans quelques années, il faudrait bloquer sans attendre des fonds qui feraient alors défaut ailleurs. Un milliard de francs supplémentaires seraient mis de côté chaque année pour le FORTA. La Confédération disposerait à l'avenir de 4,5 milliards par an pour les routes. Cela est excessif, à courte vue et nuisible à la Suisse. Philipp Hadorn, conseiller national du PS et membre de la commission des finances, pense qu'il serait « absurde de devoir économiser massivement tandis que la caisse routière se remplirait d'argent qui ne serait même pas utilisé. L'entretien des routes est déjà de très haut niveau en Suisse. Investir à tout-va dans des élargissements routiers de luxe n'est pas compréhensible pour une bonne partie de la population. Ce n'est pas une façon responsable de gérer les deniers publics. »

Les moyens mis de côté serviraient tôt ou tard à des projets routiers insensés, qui défigureraient notre pays. « Nous n'avons pas besoin de planifier des mégaprojets sous la forme de nouvelles autoroutes, mais de résoudre absolument les problèmes de circulation dans les agglomérations. C'est là que se trouve 75% du trafic », rappelle Balthasar Glättli, conseiller national des Verts. Les programmes d'agglomération sont aujourd'hui déjà ancrés dans la Constitution, il n'est pas nécessaire de la modifier. Il en va de même pour le fonds routier qui est déjà garanti par la loi.

Les conséquences d'une grande offensive routière seraient dévastatrices pour la nature et, par conséquent, aussi pour la qualité de vie helvétique. « Je tiens vraiment à éviter que ma génération vieillisse dans un désert de béton. Déjà 30% des surfaces bâties sont consacrées aux routes. Continuer à gaspiller ainsi des zones constructibles et des terres agricoles causerait des dommages immenses, irréparables pour notre pays », affirme Judith Schmutz, coprésidente des Verts Suisse.

Contact:

Evi Allemann, présidente de l'ATE, tél. 079 560 72 94

Philipp Hadorn, conseiller national PS, Soleure, tél. 079 600 96 70

Edith Graf-Litscher, conseillère national PS Thurgovie, tél. 079 347 08 93

Lisa Mazzone, conseillère nationale Verts, Genève, tél. 077 404 16 08

Balthasar Glättli, conseiller national Verts, Zurich, tél. 076 334 33 66

Judith Schmutz, coprésidente des Jeunes Verts Suisse, tél. 079 665 81 65

Caroline Beglinger, Co-directrice, ATE Association transports et environnement, tél. 079 310 11 86

Diese Meldung kann unter <https://www.presseportal.ch/fr/pm/100059898/100797713> abgerufen werden.